ORGANE DE LA FEDERATION COMMUNISTE DE LA REUNION

Directeur de la publication : Raymond VERGES Co-directeur délégue de la publication : B. Payet PROPRIETAIRE : « TEMOIGNAGES » S.A.R.L

> VENDREDI 11 JANVIER 1957

numéro: 869 - 13º année

Téléph.: 2-21 - Route-Nationale St-Denis Paraissant le Mardi et le Vendredi abonnement mensuel 70 f.

#### A l'Assemblée Nationale

### LA PROPOSITION DE LOI VERGES -- MONDON SUR LE CHOMAGE DEVANT LA COMMISSION DE TRAVAIL

La Commission du travail vriers, a surtout profité aux les D.O.M. et de la Séucrité Sociale réu- usiniers, nie le vendredi 28 décembre. Il a exp 1956 a abordé, en présence de chômage actuel et en a exposé blant de s'inquiéter du chômage actuel et en a exposé de actuel et en a exp discussion de la proposition sur l'ensemble de la popula- « La situation de l'emploi dans de loi VERGÈS MONDON sur tion.

quelles des caisses de chômage étendue à nos départements. nousse seulement, d'une part, aevraient être rapidement ins-

Deux circonstances ont retailées aux Antilles, à la Guyane
et à la Réunion.
Il a montré, chiffres à l'appu', comment l'augmentation
tonstante de la production suli de la production sule de l

l'aide aux Travailleurs sans En conclusion, il a insisté Mer, déclare-t il, dans l'ex-emploi dans les D.O.M. pour que la législation sur posé des motifs de son projet Le rapporteur, notre cama- l'aide aux travailleurs sans de loi, appelle une vigilance precision les raisons pour les aux particularités locales, soit tance, pour le moment, le

Deux circonstances ont re-

constante de la production su- indépendant paysan d'action prises privées industrielles ou

## Le directeur du travail et de la main-dœuvre et la Préfecture contre l'installation d'une caisse de chômage

et pervent être opposées aux promoteurs de la nouvelle pro posit on. Le 12 Décembre 1956 le Directeur Départemental du Travait et ae la Mai d'Oeurre de la Réunion signale les difficultés qui en résulte raient dans le Département de

la Réun on de la cremon de For ds de chômage du type mė ropolitain.

Ainsi donc alors qu'il y a

dans l'Ile plus de 11.000 chò mage! Et son rapport a été rédigé le 12 Décembre 1956. c'est-à-dire à la fin de la coupe, au moment où se dresse

devant les travailleurs, la me-

nace d'un chômage massif! D'autre part le gouvernete-saison agricole, la note du gouvernement ajoute: « C'est atust qu'à la Réunion, 700 chômeurs ont été occupés en 1955

Chacun appréciera l'objectivité et le souci d'information de cette presse bien pensante comme le souci du député Babet d'intervenir sur les problèmes de soulagés pnisque Le Peuple déclare que les vols ont en lieure de soulagés pnisque le soulagés pnisque le les vols ont en lieure de soulagés pnisque le les vols ont en lieure que l ment ayant depu's 1955 mis des de morte-saison... et que les lions écrire de sa commune! Un seul journal, Le Peuple, de moite-saison... et que les Préfets (des DOM) sont unauimes à déclarer que sur le plan que ce débat. social l'expérience tentée a pleinement réussi, mais ils deman dent une augmentation des volumes des crédits pour déve-

lopper les chantiers ».

thomage, et à laquelle nous alors que le gouvernement faisons allusion dans notre arvient de supprimer 435 millions ticle, nous pouvons lire les lignes suivantes:

«Les observations formulées ou début de l'année 1954 sont touj urs valables actuellement (suite en 2ème page)

2eme quidzaine de Janvier.

Une note du gouvernement définitif tel qu'il est présenteurs » sont avant tout au définiti

Le gouvernement s'inquiète, les 4 départements d'Outre-

la fin de la dernière guerre, sociale rapporteur du projet commerciales, y compris celles crière depuis loin d'améhorer la de loi gouvernemental n' 3.063 travaillant pour le compte de condition des planteurs, des relatif à la protection de la l'Etat, d'un département, d'une journaliers agricoles et des ou main d'œuvre nationale dans commune ou d'un établisse. commune ou d'un établisse ment public » et, d'autre part, à saboter, comme nous le ver-

Ce que révèle

le compté rendu de la réunion du 21 Novembre 1956 DE LA COMMISSION CONSULTATIVE

#### EN AGRICULTURE

les meilleurs défénseurs des teurs » qui siègent au sein intérêts des usiniers. Nous de la Commission votent exac-l'avons déjà démontré ici- tement comme les usiniers. même, en évoquant les personnalités de ces planteurs », ment relative à la proposition 15! Il faudrait donc DECUde loi n. 1.171 de nos camara PLER au moins les crédits afdes Vergès et Mondon sur le fectés et ce n'est pas pour demain chômage, et à laquelle nous alors que le gouvernement faisons allusion dans notre article, nous pouvons lire les lisures de la proposition 15 la rentrée parlement définitif des sur les crédits d'assistance des gnes suivantes :

le fapport de ce dernier soit discuté en même temps que le sin, à la rentrée parlement discuté en même temps que le sin, à la rentrée parlement definitif des surces de la campagne 1955 — 1956 au une fois de plus que ces sinqui des vergès et Mondon sur le fectés et ce n'est pas pour demain chômage, et à laquelle nous alors que le gouvernement faisons allusion dans notre article, nous pouvons lire les lissur les crédits d'assistance des gnes suivantes :

Le recueil des actes admi- nimes ne sont nullement senistratifs rend compte dans tisfaits des rapports actuelle-e n. 1 du 3 janvier 1957 ment existant entre les Usi-de la réunion du 21 novem- niers et eux en ce qui con-bre 1956 de la Commission cerne le mode de règlement bre 1956 de la Commission cerne le mode de reglement Consultative en Agriculture. de leurs cannes, qu'il s'agisse chacuu sait que la Commisdes avances de démarrage, du règlement des alcools, de ée en partie de délégués la pesée des cannes, du règlement définitif etc... Or délégués de l'Administration, les décisions de la Commiscentin de soi-disant « représion Consultative dont les planteurs, p sentants » des planteurs. planteurs ont à se plaindre Ges « représentants » des plus souvent qu'à leur tour planteurs, délégués par le sont toutes prises à l'unanisyndicat des Exploitants Agrimité. Cela veut dire que les coles (C.S.A.), sont en réalité fameux « délégués des plan-

Ainsi pour en citer quela saboter, comme nous le verrons plus loin, la proposition
de loi communiste, en afiirmant, sur la base de chiffres
très contestables, que la créa
tion de Caisses de chômage
n'est pas opportune.

« L'indépendant » GARET,
tout en se déclarant d'accord
avec notre ami RENARD, en
a profité nour demander que
sonnalités de ces planteurs »,
ques exemples, la Commission Consultative siègeant le
21 novembre eut à examiner
« le projet de bordereau des
alcools et mélasses » Qu'en
résulta-t-il ? « A L'UNANIté Philidor Payet qui possède certes d'immenses domaines mais avant
tout gros actionnaire de l'usine de Bois Rouge, tel encore
M. Maxime Payet de la Société Philidor Payet qui possède certes d'immenses domaines mais avant
tout gros actionnaire de l'usine de Bois Rouge, tel encore
de certes d'immenses domaines mais avant
tout gros actionnaire de l'usine de Bois Rouge, tel encore
de certes d'immenses domaines mais avant
tout gros actionnaire de l'usine de Bois Rouge, tel encore
de certes d'immenses domaines mais avant
tout gros actionnaire de l'usine de Bois Rouge, tel encore
ve le bordereau tel qu'il est
présenté ». ques exemples, la Commis-

Ce n'est pas tout. Non contents d'approuver tout ce que décident les usiniers, nos singuliers « délégués des planteurs » s'empressent de voler à leur secours dès que surgit une difficulté.

Nos lecteurs se rappeller t avec combien de retard fut céterainée (à la fin de décembre 1956) une deuxième avance aux planteurs pour leur campagne 1956 1957. Ils se souviennent sans do ite voqué par les usiniers pour ne pas payer cette deuxième avance é ait que le gouvernement n'avait pas encore of-La presse locale a gardé un son premier paragraphe en d'ailleure, les dépenses d'aide so-curieux silence sur le débat du écrivant : « L'Assemblée Na-5 Décembre concernant l'aide tionale a entendu, la semaine sociale dans les DOM et ce qu'on dernière, de bien curieuses ré-nent dès maintenant appeter volutions cur le facen dont permettait aux usiniers de garder l'argent des planteurs cer leurs propres affaires. Finalement les planteurs ob-tinrent gain de cause et une deuxième avance leur fut versée avant que le prix du sucre ne fût fixé par le gouvernement français.

Or quelle fut l'attitude des soi disant « délégués des planteurs » au sein de la Commission Consultative Nous citons textuellement le

1955 et 1956 sur 11,000 cho
C'est une terme vague que Et tout le monde le sait!

C'est ce débat que nous analyserons dans une série d'articles difficultes et le malaise causés
meurs à Réunion, c'est donc précise aussitôt Le Peuple dans Cette année, et en 1958 aussi que nous annonçons aujourd'hui.

(Suite en 2ème page)

PARCE QU'IL A BESOIN D'ARGENT POUR SA GUERRE D'ALGÉRIE

### LE GOUVERNEMENT RÉDUIT DE 435 MILLIONS POUR 1957 LES CRÉDITS D'A.M.G. ET D'AIDE SOCIALE POUR LA RÉUNION ET LES AUTRES D.O.M.

# meurs totaux ou partiels, M. le Directeur du Travail, lui, estime qu'il ne faut pas créer à de certains médecins et pharmaciens. Il prend pour prétexte les vols scandaleux également que le prétexte inmais ce sont les populations qu'il frappe

d'intervenir sur les problèmes aux Antilles et à la Guyane! pour d'innombrables indigents, le son département — nous al-Eh bien non! Il y a eu des de vieillards, et d'infirmes de chez nous, cette décision a été prise du 14 Décembre 1956, a évo-

Mais en prenant des précautions de style révélatrices.

Pour le Peuple, il s'agit, c'est le titre de son article, « des scandales de l'A.M.G. dans cer-

peut dès maintenant appeler velations sur la façon dont les vols de l'A.M.G. Le même fonctionne l'Assistance Médica- notamment 367 millions de moins silence d'ailleurs que le député le Gratuite dans les départe-pour l'A.M.G., 31 millions de moins et de s'en servir pour finan-Babet au cours du débat! ments des Antilles et de la pour l'aide aux personnes âgées, cer leurs propres affaires. Chacun appréciera l'objecti-Guyane »! Et voi à l'et les quel 36 millions de moins et de s'en servir pour finan-

vols, des escroqueries pour rependre l'expression du Président de la Commission des
Finances, des dilapidations de
fonds publics qui relèvent des
tribunaux et de la prison.

Et ces vols et ces escroques des de vieillards, et d'infirmés de chez
pour décision a été prise
par l'Assemblée Nationale le 5
bé embre.
An cours du très important débat qui s'est institué, le groupe
communiste, nos camarades Girard, docteur et député de la Guarard, docteur et député de la Guale course de l'expression des

aux Antilles et à la Guyane mais aussi à la Reunion.

Pour cette année, il y aura donc

Et ces vols et ces escroqueries ont eu lieu pas seulement goureusement pour la défense des
aux Antilles et à la Guyane travailleurs de la Réunion et de
Recueil des Actes Administratifs du 3 janvier :

« M. de la Giroday deman-